

EMPLOI

L'institut statistique diffère de six mois la publication d'une enquête qui doit permettre de préciser l'évolution du taux de chômage l'an dernier.

L'Insee reporte sa révision annuelle du chômage

Le débat est technique mais le contexte éminemment politique. L'Insee a annoncé, mardi, le report de six mois de la publication de son « enquête emploi », qui permet chaque année, en mars, de recalculer le chiffre public du taux de chômage (8,7 % de la population active en novembre) avec les résultats de son enquête, menée chaque trimestre auprès d'un échantillon de 70.000 personnes. L'an dernier, cette enquête, aussi attendue que redoutée par le gouvernement, avait conduit à réévaluer de 0,1 point le taux de chômage. Le sujet est doublement sensible cette année : d'abord parce que la baisse du taux de chômage promet d'être l'un des arguments majeurs de la majorité pour défendre son bilan à l'occasion de la présidentielle. Ensuite parce que l'ampleur de la baisse du chômage a laissé perplexes certains observateurs.

L'Insee justifie ce report par une forte proportion de non-répondants. « Le problème date de 2004, mais nous avons eu cette année un surcroît de non-réponses notamment en Ile-de-France, qui ne nous

Le chômage en France

En % de la population active, au sens du BIT



L'an dernier, l'« enquête emploi » de l'Insee avait conduit à réévaluer de 0,1 point le taux de chômage.

permet pas d'avoir de certitudes sur les évolutions réelles du chômage au sens du BIT. Les indices que nous avons nous laissent perplexes», explique Stéfan Lollivier, directeur des statistiques démographiques et sociales à l'Insee. L'Insee vient d'envoyer à tous les non-répondants de l'enquête un nouveau formulaire, qui sera dépouillé d'ici

l'été. Un calendrier qui arrange le gouvernement. « L'idée d'attendre ne nous paraît pas mauvaise, plutôt que de jeter de l'huile sur le feu dans un débat rémanent », reconnaît-on au ministère des Finances, dont l'Insee est l'une des directions.

Nouvelle remise en cause

Critiquée par le gouvernement pour son évaluation des créations d'emplois l'an dernier et plus régulièrement par les associations de consommateurs pour celle de l'inflation, l'Insee, qui se doit de démontrer son indépendance, se serait bien passé de cette nouvelle remise en question. Ce débat montre aussi combien la focalisation du débat public autour d'un seul chiffre est insatisfaisante. Selon les derniers résultats du recensement publié mardi, 3,3 millions de personnes se déclarent spontanément au chômage, contre 2,1 millions selon le baromètre usuel. « Il faudrait mieux appréhender le sous-emploi, parce qu'il y a maintenant un continuum entre le chômage et l'activité », analyse d'ailleurs, à l'Insee, Stéfan Lollivier.

VÉRONIQUE LE BILLON